

**Syrie - Etats-Unis d'Amérique -
Mali - Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec "France
Info"**

(Paris, 17 avril 2018)

Q - Bonjour à tous. Merci d'être avec nous ce matin sur France Info. Notre invité, Jean-Yves Le Drian. Bonjour.

R - Bonjour.

Q - On parle de la situation en Syrie. Les frappes en Syrie ont eu lieu samedi. La France a donc participé à ces frappes. Et le Parlement, l'Assemblée nationale et le Sénat en ont débattu hier. Voici ce qu'a dit à la tribune de l'Assemblée nationale le député Jean-Luc Mélenchon : "Une déclaration de guerre nous est imposée ! Un débat du Parlement, et voici le premier coup que je vois à ce qui s'est produit, si le président de la République française a dit dès le mois de mai qu'il y avait une ligne rouge à ne pas franchir, alors qu'est-ce qui depuis le mois de mai empêchait que l'on en discute ici, et que l'on établisse un protocole pour châtier ceux qui viendraient à utiliser les armes chimiques ? Rien. Et pourtant, cela n'a pas été fait."

Est-ce qu'il ne serait pas moderne que des frappes soient décidées par le Parlement et pas par un seul homme, en l'occurrence le président de la République, Jean-Yves Le Drian ?

R - Ecoutez, la Constitution prévoit la consultation du Parlement lorsqu'il y a une intervention armée, décidée par le chef de l'Etat, chef des armées. Cette Constitution indique dans son article 35 que le Parlement doit être informé dans un délai de quatre jours après la décision d'intervention et après l'intervention, et puis ensuite, un débat suivi d'un vote, si d'aventure l'intervention devait se poursuivre. Mais c'est toujours comme ça, cela a toujours été respecté dans ce sens.

Q - Est-ce que ce n'est pas un peu dépassé ?

R - La réalité, c'est que, il y a de toute façon...

Q - Est-ce que le monde d'aujourd'hui n'est pas différent ?

R - ...une nécessité d'agir vite dans ce genre de situation, et d'agir parfois par surprise. Mais ce qui me frappe le plus dans les déclarations de Jean-Luc Mélenchon - moi, je n'étais pas à

L'Assemblée nationale hier, j'étais au Sénat pour lire le discours du Premier ministre et faire en sorte qu'il y ait des réponses au débat -, c'est qu'il n'y a pas eu de déclaration de guerre, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

Q - Il y a eu un acte de guerre...

R - Il y a un acte de force de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour empêcher la prolifération de l'arme chimique. Et c'est un acte qui touche uniquement les implantations chimiques de la Syrie, qui ne remplissait pas ses obligations. Et pourquoi est-ce que nous intervenons, pour empêcher la prolifération de l'arme chimique ? Parce que cette arme de terreur ajoute de la barbarie à la tragédie de la guerre, et cette arme de terreur, elle est interdite depuis la fin de la guerre 14-18 par la communauté internationale. C'est une espèce de tabou que Bachar al-Assad a transgressé. Donc il fallait y mettre un terme, à partir du moment où a été vérifié le fait que c'était bien une arme chimique, que c'était la responsabilité du régime, et aussi le fait que cette arme chimique avait entraîné des morts par dizaines, des blessés par centaines. Voilà quelle est la réalité. Ce n'est pas une déclaration de guerre. Donc monsieur Mélenchon se trompe.

Q - D'accord. Vous avez qualifié ça d'acte de force. Qu'avez-vous détruit exactement, Jean-Yves Le Drian, des stocks d'armes chimiques, une partie des stocks, tous les stocks ?

R - Des stocks...

Q - Des capacités de fabrication aussi ?

R - Une capacité d'assemblage, et le centre de recherche sur l'arme chimique du régime. Ces trois frappes, ces trois cibles ont été atteintes totalement. Donc l'opération a été réussie. C'est une opération qui est d'ailleurs à mettre au crédit des armées françaises, parce que c'est une opération technique difficile, dans un environnement hostile et qui a donné des résultats remarquables, d'autant plus qu'il fallait que ce soit très ciblé et qu'il fallait éviter les dégâts collatéraux et aussi les victimes civiles. C'est le résultat. C'est une opération parfaitement réussie.

Q - C'est à mettre au crédit de l'armée française et de l'armée américaine...

R - De l'armée française et de l'armée américaine et de l'armée britannique, mais enfin de l'armée française aussi, qui a pu jouer toute sa partition dans cette affaire et qui a été tout à fait professionnelle.

Q - La Syrie ne peut plus fabriquer d'armes chimiques aujourd'hui ?

R - Tout nous laisse à penser que non. Mais le régime de Bachar al-Assad, en août 2013, avait pris l'engagement de détruire l'ensemble de son arsenal chimique, rappelez-vous cette crise...

Q - Il ne l'a pas fait...

R - ...où il a failli avoir une intervention aussi devant laquelle, à l'époque, les Etats-Unis avaient reculé. Il y avait eu un engagement, plus que cela, il y avait eu une résolution du Conseil de sécurité, validée, parrainée, d'une certaine manière, à la fois par les Etats-Unis et par la Russie. Et donc l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques avait pour mission de constater le démantèlement, mais sur la base de données que devait fournir le régime de Bachar al-Assad. Or, jusqu'à ce jour, manifestement, tout n'a pas été détruit, puisqu'il reste l'usage de ces armes, et peut-être encore, sauf que...

Q - Et peut-être encore reste-t-il des capacités à produire les armes chimiques...

R - ...sauf qu'il a été clair pour, je pense, Bachar al-Assad que si d'aventure, il franchissait à nouveau cette ligne rouge, évidemment, la riposte serait identique. Le sujet, c'est l'arme chimique, nous n'avons pas déclaré la guerre à Bachar al-Assad, nous n'avons pas déclaré la guerre à ses alliés, nous avons simplement fait en sorte que l'arme chimique ne soit plus employée et qu'on ne rajoute pas cette terreur au peuple syrien.

Q - Qu'est-ce que cela change au cours de la guerre en Syrie, cette frappe ? Rien ?

R - Cela change que lorsque la France prend des engagements, comme l'avait fait le président de la République dès le mois de mai dernier, lorsqu'il avait annoncé ses lignes rouges, il l'avait fait d'ailleurs devant Vladimir Poutine, à Versailles, rappelez-vous, et Vladimir Poutine...

Q - Fin mai, oui...

R - ...à ce moment-là, avait opiné dans cette direction en disant que l'arme chimique était une arme monstrueuse, qui était interdite depuis plusieurs dizaines d'années par la communauté internationale, et que tout usage de l'arme chimique ferait l'objet de mesures de rétorsion. Nous sommes au rendez-vous.

Q - Mais cela ne change rien au rapport de force...

R - Si, parce que cela veut dire que nous tenons nos engagements, et que si d'aventure ces engagements ne sont pas tenus, nous frappons pour les faire respecter.

Q - S'il y avait, par hypothèse, une négociation qui s'ouvrait et une table de la paix qui était organisée, Bachar al-Assad y serait aujourd'hui...

R - C'est un autre sujet...

Q - Mais Bachar al-Assad y serait aujourd'hui...

R - Maintenant, nous devons rentrer, et c'est urgent de le faire, dans un processus de paix, sur la base d'un socle qui reprend des résolutions des Nations unies successives qui ont toutes été votées à l'unanimité, et c'est sur la base de ces résolutions que la France a déposé dimanche dernier, avant-hier, une résolution proposant un processus aboutissant à la paix, parce qu'il y a l'arme chimique et puis, il y a le conflit, la guerre civile qui reste en Syrie depuis déjà sept ans maintenant.

Q - Bachar al-Assad serait partie prenante dans ces pourparlers ?

R - L'ensemble des acteurs, mais pas uniquement les acteurs syriens...

Q - Mais y compris Bachar al-Assad ?

R - L'ensemble des acteurs. Mais Bachar al-Assad est invité à la négociation de Genève déjà, et il n'a absolument pas voulu négocier jusqu'à présent. Donc il faut maintenant rentrer dans...

Q - Quels que soient ses crimes ? Quels que soient ses crimes, il est un acteur futur de la paix ?

R - Il y a des acteurs sur le territoire syrien...

Q - Mais quels que soient ses crimes, lui...?

R - Sur les principes...

Q - Lui est un acteur ?

R - Le régime est un acteur, oui, je constate que le régime a gagné militairement, de fait aujourd'hui...

Q - Pourquoi lui retirer la Légion d'honneur aujourd'hui ?

R - Vous ne trouvez pas que c'est la moindre des choses ?

Q - Pourquoi ne pas l'avoir fait avant, alors ?

R - Je ne suis pas un expert des procédures qui relèvent de la grande chancellerie, mais je trouve que c'est une mesure de salubrité.

Q - C'est surprenant qu'on ne l'ait pas fait avant ?

R - Peut-être que les procédures ne s'y prêtaient pas, mais en tout cas, on a retiré la Légion d'honneur à d'autres pour bien moins de ça.

Q - À quelle échéance peut-on imaginer que des discussions sérieuses se nouent pour régler la situation en Syrie ?

R - Il y a eu, au Conseil de sécurité des Nations unies, depuis plusieurs mois, trois résolutions qui ont été acceptées, validées, à l'unanimité, c'est-à-dire l'ensemble de la communauté internationale, sur trois sujets différents. Il y a une résolution qui concerne l'arme chimique, j'en ai parlé un peu tout à l'heure, qui aboutit au fait que la Syrie en particulier doit démanteler tout son appareil. Il y a une résolution sur l'humanitaire et le cessez-le-feu, qui n'a jamais été appliquée, mais qui a été votée à l'unanimité, Russie comprise. Et il y a une résolution sur le processus politique. Il y a donc un socle, avec trois bases, qui ont, jusqu'à présent, fait l'objet d'une unanimité. Ce que la France propose c'est de repartir de ces trois bases-là, dans le cadre d'une proposition que fait la France depuis avant-hier au Conseil de sécurité, pour engager un processus, j'allais dire vertueux, un processus positif.

Q - Qu'est-ce qui bloque, qui n'en veut pas ?

R - C'est sur la table, et nous voulons trouver, sur ces bases-là, le meilleur consensus possible, avec l'ensemble des acteurs, parce que cette tragédie n'a que trop duré. Je vous rappelle, 400.000 morts, des millions de réfugiés et de déplacés, et aujourd'hui absence de perspectives totale.

Beaucoup se sont essayés à tenter une sortie politique, à trouver un agenda de sortie de crise, y compris les Russes qui, il y a peu de temps, ont réuni à Sotchi, à la fois les Iraniens, les Turcs et les Russes, et les acteurs, dont certains acteurs du régime, mais qui ont été très réticents. Lorsque les Russes ont proposé, dans le processus de Sotchi, de faire en sorte qu'il y ait un agenda politique par la mise en place d'un comité constitutionnel, parce qu'il faut bien prendre le sujet par un bout, c'est Bachar al-Assad qui a refusé. Donc, nous constatons que, aujourd'hui...

Q - Pourquoi cela marcherait cette fois-ci ?

R - Parce qu'il faut que l'ensemble des acteurs, y compris les puissances qui sont directement concernées, c'est-à-dire la Turquie, l'Iran, la Russie, mais aussi les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, la Jordanie, les acteurs de la région, et les

puissances directement concernées, poussent unanimement à ce que le processus ait lieu, et nous avons la base pour le faire. Donc, peut-être que cette frappe, cette action, révélera l'opportunité de trouver, demain, le consensus nécessaire pour aboutir à un itinéraire de paix, qui n'existe pas depuis maintenant 7 ans, et qui est indispensable pour que l'on retrouve l'intégrité de la Syrie, et un processus de transition politique, qui apaise les tensions et qui commence à ouvrir un processus de paix. Cela commence par le cessez-le-feu.

Q - D'habitude la France se conforme aux résolutions des Nations unies, nous avons un siège permanent au Conseil de sécurité, là non. C'est un problème ça ?

R - C'est un constat. Il faut revenir à l'historique de cette démarche. La résolution des Nations unies elle date déjà depuis 2013, qu'est-ce qu'elle prévoyait... ?

Q - Sur les armes chimiques.

R - Sur les armes chimiques, parce que c'est bien ce dont il s'agit. Et elle prévoyait que la Syrie démantèle l'ensemble de son appareil chimique, de son arsenal, et elle prévoyait aussi que, si d'aventure elle ne le faisait pas, des mesures de rétorsion, y compris d'interventions militaires, pourraient avoir lieu. Nous avons constaté, au fur et à mesure que l'on avançait dans le temps, que la Syrie ne démantelait pas réellement l'ensemble de son appareil chimique, puisque des apparitions de gaz avaient lieu lors de plusieurs combats, rappelez-vous Alep en particulier, dès 2012.

À ce moment-là nous avons protesté, par uniquement nous, et nous avons demandé des explications, des vérifications, des demandes d'exigence de la part du Conseil de sécurité à l'égard de la Syrie, et à chaque fois que nous avons posé le problème sur la table du Conseil de sécurité, la Russie s'y est opposée, la Russie a mis un veto, 12 vetos successifs. Alors, cela veut dire qu'on est dans l'empêchement d'agir puisque toute initiative du Conseil de sécurité pour faire respecter ses propres résolutions est empêchée par la Russie.

Q - Et vous estimez que la résolution fonde l'action que vous avez menée samedi, la résolution 2013 ?

R - La résolution ne la fonde pas totalement, mais le fait qu'elle ait été bloquée et que ses applications ont été entravées par la Russie, rendait une situation inacceptable, d'autant plus que, à ce moment-là, le régime de Bachar al-Assad, les forces armées syriennes lançaient une offensive sur la région de la Ghouta est, puisque c'est là que se sont produites les attaques chimiques. Ensuite il y a d'autres étapes - il y a toujours d'autres étapes potentielles de la part du régime de Bachar al-Assad- c'est la région de Deraa au sud de la Syrie, c'est demain la région d'Idlib. Donc tout n'est pas aujourd'hui sous contrôle des forces syriennes, et on pouvait donc envisager, encore, une attaque chimique.

De plus, Monsieur Apathie, nous avons dès mardi, après l'intervention chimique, proposé au Conseil de sécurité, qu'une mission d'inspecteurs soit envoyée sur place immédiatement, à la fois pour vérifier, et pour identifier les responsabilités, et, encore cette fois, la Russie a mis son

veto, alors que l'énorme majorité du Conseil de sécurité y était favorable.

Donc, face à cette série de blocages, que fallait-il faire ? Laisser l'arme chimique se déployer avec tous les risques et les dangers que cela représente, cette arme meurtrière pour toute la population syrienne, ou marquer un coup d'arrêt pour dire non, cela ce n'est plus possible ? C'est ce que nous avons fait.

Q - L'ennemi commun, tout le monde le dit, c'est Daech.

R - L'ennemi commun c'est Daech.

Q - Les Kurdes nous ont aidés...

R - Oui.

Q - Dans cette action contre Daech, et Florence Parly, ministre des armées, évoquait les Kurdes le 21 janvier sur France 3 au micro de François Letellier de la manière suivante : "Les Kurdes, comme je vous l'ai dit, sont des combattants très engagés au sein de la coalition. Question de François Letellier : Est-ce que ça augure aussi de ce qui pourrait se passer après pour les Kurdes, c'est-à-dire que les Kurdes soient laissés à leur propre sort ? Réponse de Florence Parly : C'est évidemment ce que l'on ne souhaite pas."

On ne le souhaite pas, mais c'est ce qui se passe, les Kurdes ont été abandonnés.

R - Non.

Q - Et aujourd'hui, ils sont sous les bombes et les balles de l'armée turque.

R - Il y a d'abord les forces démocratiques syriennes qui sont composées, en grande partie, de Kurdes, qui tiennent, avec la protection de la coalition, toute la zone du Nord-est syrien.

Q - À Afrine, on ne les a pas aidés.

R - J'y viens. C'est une présence importante, et il est vrai que cette partie de la Syrie est aujourd'hui un des éléments de la future discussion que nous souhaitons, et, évidemment, une solution politique en Syrie impliquera obligatoirement, c'est ce que nous disons avec force...

Q - Mais aujourd'hui, on ne les aide pas.

R - ...la présence des Kurdes et leur représentativité, y compris sur ce territoire-là.

Q - Les Kurdes qui ont été attaqués par les Turcs, on ne les a pas aidés.

R - Sur la zone d'Afrine, qui n'est pas exactement au même endroit, il y a eu une attaque des Turcs contre les Kurdes et d'autres groupes pour, disent-ils, assurer la sécurité de leurs frontières. Nous leur avons dit : non, ce n'est pas acceptable, à plusieurs reprises...

Q - Mais les Turcs s'en moquent de ce qu'on leur dit, de ce point-de-vue. Ils ne vous ont pas entendu, ni écouté.

R - Je ne suis pas sûr qu'ils vont se moquer longtemps.

Q - C'est-à-dire, cela veut dire quoi ?

R - Parce qu'il y a une prise de conscience qu'il y a des étapes, là aussi, à ne pas franchir, et nous souhaitons que les Turcs respectent le cessez-le-feu que nous avons souhaité, respectent la résolution...

Q - La coalition pourrait protéger activement et militairement les Kurdes ?

R - La coalition n'a pas combattu sur le territoire syrien, sauf pour lutter contre Daech, et les Kurdes nous ont beaucoup aidés pour cela, nous devons leur être reconnaissants...

Q - On ne les a pas abandonnés quand même ?

R - Je ne pense pas qu'il faut dire cela comme ça, je pense que nous sommes vigilants pour qu'ils puissent, dans la zone où ils sont, à la fois assurer la gouvernance indispensable de cette renaissance partielle de la Syrie, et nous sommes vigilants aussi pour qu'ils soient partie totalement prenante du processus de paix. D'ailleurs le président de la République les a reçus pour le leur dire.

Q - Même si vous avez parlé d'intégrité de la Syrie, l'objectif, Jean-Yves Le Drian, ce que vous nous avez dit, cela veut dire qu'il n'y aura pas d'autonomie, d'espoir d'autonomie pour les Kurdes dans cette région ?

R - L'intégrité de la Syrie, cela veut dire le respect des frontières, ça s'adresse à tout le monde, le respect des frontières par les acteurs intérieurs, le respect des frontières par les acteurs extérieurs. Donc cela s'adresse aussi aux Turcs, mais pas uniquement à eux. Cette intégrité de la Syrie suppose, ensuite, une nouvelle Constitution, et ce seront les Syriens qui devront décider de leur nouvelle Constitution. J'estime que la reconnaissance des différentes entités qui

existent aujourd'hui en Syrie est tout à fait indispensable pour que la Syrie, dans l'avenir, puisse être plus sereine, y compris donc les Kurdes.

Q - On parle de la relation avec les Etats-Unis. Le 23 avril, Emmanuel Macron sera à Washington. Vous êtes diplomate, on mesure ses mots quand on est diplomate, on fait attention à ce qu'on dit...

R - Pas obligatoirement...

Q - Quand même, il vaut mieux, je voulais vous soumettre...

R - Dans les conversations...

Q - En tout cas publiquement, on fait attention...

R - Oui, on peut être prudent publiquement à condition qu'on soit ferme dans la relation directe. Moi, je suis allé l'autre jour en Iran, j'étais sans doute l'un des derniers responsables politiques occidentaux à se rendre dans ce pays, j'ai vu l'ensemble des responsables, j'ai parlé clair, et il faut parler clair, y compris en diplomatie.

Q - Alors, je voulais vous faire réagir à ce tweet que Donald Trump a édité au début de la semaine dernière, quand la menace existait d'une frappe sur les installations chimiques syriennes, je traduis le tweet : "tiens-toi prête Russie, parce que nos missiles américains arrivent, ils sont beaux, nouveaux et intelligents". Quand vous voyez ça, vous dites quoi ? On est quand même en danger quand la première puissance mondiale est gouvernée par quelqu'un qui parle comme ça ?

R - Je ne porte pas de jugement sur la manière de communiquer du président Trump...

Q - Vous voyez qu'un diplomate est prudent !

R - Publiquement, toujours. Mais cela ne m'empêche pas, pour ma part, avec mon collègue - jusqu'à présent, c'était M. Tillerson, bientôt, M. Pompeo mais il n'est pas encore en fonction -, de parler extrêmement clair lorsque nous avons des entretiens. Parce que je pense que la clarté est indispensable à la bonne diplomatie, même si la clarté ne doit pas être automatiquement publique, il faut se dire les choses. Et je pense que lorsque le président Macron va rencontrer le président Trump, ils se diront les choses, j'ai pu assister antérieurement à des conversations entre eux, ils se disent les choses très, très clairement, et c'est bien ainsi.

Q - Mais est-ce qu'ils se comprennent ? Emmanuel Macron a dit ceci dimanche, lors de son interview télévisée, qui semblait une vérité acquise, pas tout à fait, il parle du retrait possible des Etats-Unis de Syrie, cela ne se produira pas, a dit Emmanuel Macron, le 15 avril sur

Mediapart/BFMtv : "Il y a dix jours, le président Trump disait les Etats-Unis d'Amérique ont vocation à se désengager de la Syrie. Nous l'avons convaincu, nous l'avons convaincu qu'il était nécessaire d'y rester."

Lundi matin, communiqué de la Maison Blanche, je le lis : "la mission américaine n'a pas changé, le président a été clair sur le fait qu'il veut que les forces américaines rentrent à la maison le plus vite possible". Emmanuel Macron a commis un impair visiblement.

R - Non, parce que la même Maison Blanche, depuis ce communiqué, a bien précisé que cela voulait dire à la fin de la présence de Daech en Syrie. Parce que le but de la coalition, ce n'est pas d'attaquer Bachar al-Assad, le but de la coalition, c'est d'attaquer Daech. Et aujourd'hui, il y a encore des poches, des repaires significatifs de Daech en Syrie. Il faut aller jusqu'au bout...

Q - Il y a 2.000 militaires américains aujourd'hui en Syrie...

R - Oui, à peu près...

Q - À peu près. Si eux partent, nous, on ne peut pas rester, enfin, tout le monde est obligé de partir ?

R - De toute façon, la coalition est unie, mais la coalition est unie sur des objectifs clairs, l'éradication de Daech...

Q - Vous n'êtes pas inquiet des projets de Donald Trump ?

R - ...et il y a eu, depuis ce communiqué que vous évoquez, une autre déclaration qui montrait que la présence américaine dans la coalition allait jusqu'au bout de la mission de la coalition, c'est-à-dire jusqu'à ce que Daech soit complètement éradiqué de la Syrie. Après, il y aura le processus politique que j'ai indiqué tout à l'heure, et qui est aujourd'hui en cours de discussion aux Nations unies.

Q - Et donc le 23 avril, Emmanuel Macron à Washington, ils auront l'occasion d'en parler tous les deux.

R - Absolument.

Q - Après la Syrie, autre théâtre d'opérations qui inquiète, Jean-Yves Le Drian, le Mali, le nord du Mali, la ville de Tombouctou, il y a eu une attaque contre un camp de l'ONU samedi, un soldat de l'ONU a été tué. Sept militaires français ont été blessés. L'assaut a duré quatre heures, pour donner une idée de la violence de cet assaut. La France est engagée depuis cinq ans maintenant, les terroristes islamistes progressent dans le nord du Mali, Jean-Yves Le Drian ?

R - Il y a un regain incontestable, il y a d'abord eu une opération menée par la France pour empêcher que le Mali tombe sous le joug des groupes terroristes, parce que si nous n'étions pas intervenus, ce n'est pas uniquement Tombouctou qui aurait été touchée, c'est aussi Bamako, et le Mali serait devenu un Etat de repères de terroristes. Nous avons réussi par notre intervention rapide à empêcher ce déroulé. Et aussi, nous avons réussi à faire en sorte que, se retrouve un processus démocratique au Mali, et puis, il y a eu des élections, il y a eu un processus qui a permis un nouveau président, une Assemblée nationale.

Mais depuis un an à peu près, il y a un regain d'activité d'un certain nombre de groupes terroristes qui se sont regroupés entre eux, et qui, du coup, représentent une force significative, et les missions successives des Nations unies, qui occupent le territoire malien, n'ont pas permis encore d'avoir une pacification totale. Et la force Barkhane, qui intervient régulièrement avec beaucoup de courage et avec beaucoup de détermination, essaie de parer à cette offensive-là.

La vraie solution, elle est double, elle est d'abord dans le respect de ce qu'on appelle les accords d'Alger, c'est-à-dire des engagements, c'est-à-dire des engagements qui ont été pris par l'ensemble des autorités politiques du Mali, l'ensemble des acteurs politiques du Mali pour aboutir au fait que l'on rende les armes et qu'il y ait une réorganisation de l'ensemble du système de sécurité malien. Et cela veut dire aussi, dans ces accords d'Alger, la décentralisation et la reconnaissance d'activité économique et sociale dans le nord du pays. Ça, c'est le premier point, mais le deuxième point parallèle, c'est le fait que les forces de sécurité de ces pays du Sahel puissent être plus robustes, plus vigoureuses, plus organisées, et c'est ce que nous mettons en oeuvre par ce qu'on appelle la force conjointe qui permettra à ces pays d'assurer eux-mêmes leur sécurité.

Q - Merci à vous, Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, invité de France Info ce matin./.